

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 14. — 13 Décembre 1929.

Hebdomadaire

Prix : 0 fr. 50

Devant la menace de scission dans la C.G.T.U.

La bataille qui s'est livrée au dernier Congrès de la C.G.T.U. comportait une suite inévitable. Quelques semaines seulement se sont écoulées et déjà on voit où elle doit aboutir. Dans les syndicats parisiens, la lutte est acharnée entre minoritaires et majoritaires, ces derniers contestant les votes les plus certains, réclamant des congrès extraordinaires, lorsqu'ils ont été battus, battant le rappel des fractions — parfois sans grand succès. Le trouble est complet et vive l'inquiétude. La lutte se livre entre les éléments les plus actifs et les plus ardents ; elle passe le plus souvent au-dessus de la masse des syndiqués qui, découragés, restent chez eux. Que se passera-t-il en janvier, lors de la reprise des cartes syndicales ? Combien restera-t-il de syndiqués dans la C.G.T.U. ?

La scission est dans l'air. On en a parlé seulement d'abord. Maintenant, elle commence à entrer dans la réalité. Quelques cas isolés. Mais ça commence ainsi. On n'a jamais vu de scissionnistes syndicaux disant franchement qu'ils voulaient la scission — sauf quelques ultra-gauches qui ne comprennent rien au mouvement syndical et s'imaginent qu'il est facile de créer de nouveaux syndicats et même une nouvelle confédération. La tactique des majoritaires est partout la même : elle consiste avant tout à manœuvrer adroitement pour rejeter la responsabilité de la scission sur les minoritaires. L'expérience française est d'hier et il faut s'y reporter au moment où l'histoire paraît devoir recommencer.

Jouhaux n'a jamais déclaré ouvertement que la scission était nécessaire et qu'il allait la réaliser. Tout au contraire. Il n'a cessé de répéter que c'était Moscou qui la voulait, même quand il amorçait sa manœuvre en faisant prononcer les premières exclusions. Il n'a précipité l'opération que lorsque la minorité était devenue si forte qu'il eût suffi du jeu normal de la démocratie syndicale pour le chasser de la direction.

Il ne manquait pas de conseillers — extérieurs au mouvement syndical — pour le pousser dans la voie de la scission. Ceux-ci trouvaient même qu'il tardait trop et le sermonnaient publiquement, demandant s'il allait se laisser sollement enlever la direction.

Les dirigeants de la C.G.T.U. se trouvent dans une situation analogue. Bien que les votes du congrès confédéral paraissent leur laisser une grande marge et, par suite, leur permettre d'attendre, de ne pas presser inutilement les événements, ils savent bien que cette situation est peu sûre et qu'elle pourrait très rapidement changer. Dans l'organisation actuelle, ils n'ont plus de base solide. Ils savent qu'il y a encore beaucoup de « paniquards » parmi ceux qui ont voté pour eux au congrès, et que, par suite, ils courent le risque de voir leur majorité s'effondrer brusquement. Les syndicats ne sont pas le parti — ce qu'ils ont complètement oublié — et une direction qui pratique une gymnastique soi-disant révolutionnaire, mais qui n'est qu'incohérence, sottise et incapacité, ne peut être longtemps imposée d'en haut, car chaque syndiqué en mesure les consé-

quences. Une cellule communiste peut être fictive et n'exister que sur le papier — il y en a plus d'une dans ce cas — mais dans un syndicat il faut des membres et quand on en démolit un, il n'est pas facile de le reconstruire.

En outre, les dirigeants confédéraux ont vu ce qui s'est passé, il n'y a pas longtemps en Tchécoslovaquie où, tout d'un coup, la minorité s'est trouvée être majorité et a mis la direction hors de la maison.

Aussi les faits se déroulent-ils selon un rythme accéléré. Où il a fallu trois années au temps de Jouhaux, trois mois maintenant ne sont pas nécessaires. Le congrès confédéral est de la mi-septembre. Au début de décembre, la manœuvre décisive est déjà engagée. Il y a des conflits aigus, des scissions de fait. A Tourcoing, deux syndicats sont coupés de leurs fédérations qui dressent contre eux des organisations nouvelles. C'est autour d'eux que la lutte va se concentrer.

Il était donc important de les bien connaître. Nous sommes allés les étudier sur place. On trouvera plus loin le récit de notre enquête. L'étude des responsabilités n'a pas, dans ce cas comme dans d'autres, qu'un intérêt historique. Elle éclaire le fond du conflit. Elle permet de déjouer les moyens employés pour tenter de duper les ouvriers.

Nous avons signalé dès le lendemain du congrès confédéral la volonté de scission de la direction confédérale. Des camarades nous l'ont reproché. Ils n'y croyaient pas eux-mêmes et nous disaient : « Pourquoi parler si vite de scission ? » C'est que l'expérience montre qu'il est très difficile en pareil cas de se défendre et que la majorité triomphe précisément parce qu'elle seule sait bien ce qu'elle veut, qu'elle prend l'offensive et mène systématiquement la lutte pour atteindre son but. Par des provocations constantes elle s'efforce d'acculer les minoritaires dans des voies sans issue, elle les pousse à commettre des fautes qu'elle ne manque pas ensuite d'exploiter à plein.

La défense contre la volonté de scission du centre syndical dirigeant exige avant tout une politique précise, qui seule permet de suivre l'ensemble de la bataille. Il est possible que pour tel syndicat il n'y ait, pour un temps, de vie possible que dans l'autonomie. La minorité doit pouvoir en juger. Elle doit pouvoir décider les retraites nécessaires, renoncer, par exemple, à une direction de syndical lorsque les forces sont sensiblement équivalentes et qu'il y a toujours mille moyens de contester un vote, plutôt que de consacrer une scission partielle. On sait de quel poids a pesé la situation des cheminots lors de la première scission : la cassure chez eux s'était faite précisément dans ces conditions. Mais tout cela n'est possible que si la minorité s'est donnée d'abord une base solide.

Nous sommes persuadés, ainsi que pour l'avons déjà écrit, que la minorité s'est affaiblie par la position qu'elle a prise ; elle s'est montrée soucieuse avant tout du nombre, ainsi que l'a montré depuis la solidarité

publiquement affirmée avec les « six » conseillers municipaux de Paris, opération politique étrange de la part d'hommes qui se réclament du syndicalisme révolutionnaire. Mais quelles que soient les fautes que la minorité ait pu commettre et celles qu'elle serait amenée à commettre demain, il n'en restera pas moins que la responsabilité de la scission incomberait tout entière à la direction confédérale et qu'elle serait le résultat de la politique incohérente et néfaste de ces dernières années. Que dans une organisation syndicale, même du genre de la C.G.T.U., il y ait des « droitiers », c'est inévitable ; un syndicat n'est pas le parti et même les partis communistes ont beaucoup de peine à éliminer leurs droitiers. La politique juste pour la C.G.T.U. consiste précisément à éduquer et à gagner progressivement les éléments timorés et trop prudents et à accroître constamment le nombre des syndiqués pleinement conscients de la tâche révolutionnaire qu'il leur faut accomplir. Ses dirigeants actuels ont cru qu'ils pourraient mener les syndicats comme ils menaient le parti. La résistance n'a pas tardé à se faire sentir et, pour se sauver, ils veulent maintenant briser la C.G.T.U. Mais c'est ce qu'il faut les empêcher de faire.

A. ROSMER.

Pour le parfumeur-empoisonneur

L'Ami du Peuple de Coty, l'empoisonneur de la classe ouvrière, cherche à profiter des luttes de tendances dans le mouvement révolutionnaire. Il se frotte les mains devant les crises perpétuelles du parti communiste. Il n'y montre, en général, aucune perspicacité, aucune connaissance des besoins de la classe ouvrière, aucune compréhension du mouvement ouvrier. Il est tout à sa tâche de bourrage de crâne policier.

Nous constaterons cependant que, dans ses numéros du 10 décembre, ce journal a attaqué deux fois la Vérité, car, selon lui l'opposition communiste de gauche est dangereuse parce qu'elle vise à relever le drapeau du communisme. Les fascistes de Coty se réjouissent parfois — et presque toujours à tort, — des diverses oppositions qui se lèvent contre la direction actuelle du parti communiste. Mais cette fois, non ! La Vérité va trop fort. Ils n'en veulent pour preuve que le texte du tract que nous avons distribué, relatif au conflit avec les conseillers municipaux et notre éditorial sur « le gouvernement à l'assaut de l'Humanité ».

Eh bien, oui. L'opposition de gauche veut le renforcement du communisme, son établissement sur une base politique claire. Le communisme n'est pas une fantaisie de « Moscou », comme essaient de le faire croire les folliculaires bavards de Coty, c'est la forme même de la lutte de classes révolutionnaire des ouvriers contre la bourgeoisie et ses chevaliers servants, parfumeurs ou fabricants de munitions.

LA SEMAINE

Opposition dans la F. S. T.

La politique néfaste du parti produit ses effets dans la F.S.T. Dans le groupement des jeunes ouvriers sportifs s'opère une nette dissociation. Comme dans les syndicats, comme dans l'A. R. A. C., la malhonnêteté du parti sur l'association a abouti à une subordination étroite, au décalque naïf de la vie du parti, à la direction automatique des cadres, à la méconnaissance des buts propres de l'association : organiser les jeunes ouvriers sportifs dans un groupement de classe où se fortifient leur solidarité et leur combativité. Lassés de voir négliger leurs intérêts sportifs, de se voir imposer des dirigeants incapables et d'être entraînés à des manifestations politiques dont ils ne ressentent pas la nécessité, les opposants réclament le droit de faire du sport avant tout.

Sans aucun doute, la constitution d'un groupement nettement prolétarien reliant entre eux les jeunes ouvriers sportifs était désirable. La bourgeoisie use du sport comme d'un dérivatif aux préoccupations politiques des prolétaires. Elle en use comme d'un moyen insidieux de les capter par les patronages, les subventions et les fêtes. Il faut blâmer la politique étroite et bornée du parti qui a gaspillé la confiance gagnée par les révolutionnaires dans les groupements prolétaires. On peut mesurer les effets de cette politique simpliste qui prive le mouvement ouvrier de foyers d'attraction et d'organisation contre la bourgeoisie — et qui, devant l'influence de la bourgeoisie, affaiblit l'influence révolutionnaire.

Les assemblées sous le fouet.

Le Conseil municipal justifie sa raison d'exister : il nous prépare une augmentation des tarifs du gaz, de l'électricité, des tramways et des métros.

A titre de compensation, il accorde trois millions aux casernes de gardes républicains. Quant à la Chambre, Tardieu la bouscule et la malmène pour réaliser avec elle et au delà d'elle, son budget à une allure de record. Avec son consentement, il la blesse. Les larges affiches sang de bouf de Kerillis dénoncent sur tous les murs le sabotage des timides politiciens cartellistes qui viennent négocier des amendements. Le candidat aux rôles historiques de la répression bourgeoise prétend mener le Parlement tambour battant. Il trouva devant lui le représentant des socialistes, Bedouce qui, dans le débat sur le programme des routes, défendit avec dignité une juridique question de paragraphe : préleverait-on cent millions pour les routes sur le crédit proposé par la commission ou sur le compte spécial des dotations Tardieu ? Pris à partie, Bedouce quitta la place qu'il occupait en tant que rapporteur de la commission de la Chambre pour redevenir pour un instant à son pupitre un simple membre socialiste de l'opposition. Puis il revint défendre les intérêts objectifs du budget. Voilà les matre-jacques socialistes.

Une affiche et une médaille.

Malgré son attitude piteuse et ses lamentables discussions intestines, le parti socialiste croit le moment venu de reprendre du poil de la bête. Il veut profiter des coups que porte Tardieu aux révolutionnaires, de l'atmosphère policière qu'il a déchaînée contre toutes les formes de propagande communiste et de l'affaiblissement du parti pour appeler les ouvriers parisiens à son organisation de soumission parlementaire. Il placarde une affiche pour prouver que les communistes n'en veulent qu'aux socialistes, les seuls qui soient « à jamais au service du prolétariat » et que Tardieu les utilise contre eux.

A la vérité, la répression anti-ouvrière et l'affaiblissement dû aux fautes du parti communiste n'ont fait germer en eux qu'une illusion à laquelle les dirigeants tiennent beaucoup : ils croient avoir suffisamment grandi à l'ombre des gardes mobiles pour

assommer désormais sans aide les communistes.

La presse bourgeoise, à ses moments perdus, discute avec nuance de savoir si l'on décernera la médaille militaire au cadavre de Clemenceau.

Journaux et Revues

L'initiative du gouvernement américain.

L'Allemagne continue à jouer envers les autres Etats européens de sa politique particulière envers l'U.R.S.S. C'est ce qui lui a permis de ne pas se solidariser avec l'intervention bruyante des grandes puissances brandissant le pacte Kellogg pour faire pression sur les pourparlers directs sino-russes. La Gazette de Voss écrit à ce sujet :

Tout en saluant l'initiative américaine on peut douter de son opportunité à l'heure actuelle. Pendant cinq mois on n'a rien fait du tout. Aujourd'hui que les deux puissances intéressées se sont déclarées prêtes à négocier directement, il eût été peut-être préférable d'attendre tout d'abord le résultat de ces pourparlers.

Les Livres

EDMOND FUGLE. — Le mouvement syndical et la réalisation de l'Etat corporatif en Italie. (Marcel Rivière, édité.)

L'auteur croit à la force constructive du syndicalisme fasciste. Il nous donne un exposé juridique du statut fasciste des syndicats. Toutes les notions vivantes qui sont la tradition historique forgée par le prolétariat dans ses syndicats, l'auteur feint de les retrouver dans les arêtes de législations mussoliniennes. Son point de vue de législateur abstrait lui permet de passer en quelques mots sur le combat déchaîné des classes qui conduisit le prolétariat italien de l'occupation révolutionnaire des usines au bâillon de fer des corporations.

A propos des secours de chômage

Un de nos camarades qui a eu l'occasion d'observer sur le vif un moyen employé pour frustrer les chômeurs de leur indemnité, nous écrit pour montrer comment les choses se passent :

Il serait bon de signaler un scandale qui sévit à l'état permanent et contre lequel, à ma connaissance, les organisations syndicales n'ont pas mené de campagne efficace.

Lorsqu'une grosse boîte débauche un certain nombre d'ouvriers, elle se refuse systématiquement à délivrer tout certificat de cessation de travail permettant d'obtenir le secours de chômage. Quand l'ouvrier proteste, on lui dit : « Ne vous inquiétez pas, vous aurez quand même votre secours de chômage. Si vous le croyez bon, allez à la mairie et dites à l'employé de nous téléphoner, nous lui confirmerons téléphoniquement que c'est par suite d'une nécessité de chômage que vous avez été renvoyé. »

On devine facilement ce qui se passe dans de pareilles conditions. L'employé de mairie n'est pas pressé de téléphoner ; il se refuse généralement à le faire. L'ouvrier, s'il est patient, fait plusieurs fois la navette entre l'usine et la mairie, sans aucun succès, et finalement lassé, il renonce à son secours de chômage.

A ma connaissance, aucune mesure législative n'oblige un employeur à délivrer un certificat de reconnaissance de chômage à l'ouvrier qu'il congédie pour ce motif. Le patronat ne tient pas à faire connaître ce qui se passe à l'intérieur de ses usines et, de leur côté, les employés de municipalité ne tiennent pas, le plus souvent, à lui être désagréable en l'obligeant d'avouer que tel ou tel ouvrier qui réclame un secours de chômage a bel et bien été renvoyé par suite de chômage. Il en résulte que l'ouvrier est très fréquemment lésé, surtout avec les méthodes actuelles de licenciement par petits paquets.

On peut citer comme exemples la Société Mécanique de Clichy et les automobiles Hotchkiss, à Clichy qui ont utilisé dans ces dernières années les procédés indiqués, pour le préjudice de très nombreux ouvriers qui n'ont pas pu arriver à toucher leur indemnité de chômage.

Correspondance

La souscription de l'« Humanité » et la presse ouvrière

Notre camarade J. Achard nous écrit :
L'Humanité du 11 novembre, dans la colonne qu'elle consacre tous les jours depuis l'aventure de la B.O.P., pour de véhéments appels au « peuple » pour combler le trou laissé de 2 millions et quelques mille francs, demande :

Qu'on nous indique donc, s'il vous plaît, un journal qui puisse prétendre à un tel dévouement de ses lecteurs. Seule l'Humanité, journal du Parti communiste, journal de la classe ouvrière, peut récolter 730.000 francs en deux mois et demi et mobiliser pour son lancement des milliers et des milliers de camarades !

A une demande si courtoisement formulée, nous ne pouvons résister au devoir d'informer les camarades qui semblent l'ignorer, que depuis 34 ans paraît quotidiennement à Buenos-Ayres, République Argentine, un journal révolutionnaire du format de l'Humanité qui a pour titre La Protesta. Cette publication débuta assez modestement ; créée par un groupe de révolutionnaires, elle paraissait, ainsi qu'elle l'annonçait, « quand elle pouvait », ainsi qu' alors toutes les feuilles d'avant-garde, c'est-à-dire lorsque les camarades de bonne volonté avaient amassé assez de sous pour payer le papier et les frais d'impression ; puis le mouvement révolutionnaire s'élargissant, elle put paraître hebdomadairement assez régulièrement jusqu'au jour où un brave camarade, le docteur Creagh, fit une avance de fonds permettant le premier versement de l'achat d'une installation typographique ; dès lors la Protesta fut dans ses meubles, et elle n'a pas cessé de paraître régulièrement tous les jours et de se libérer de ses dettes.

Le journal n'eut pas toujours une vie facile de la part de la réaction bourgeoise ; il fut pillé et incendié à plusieurs reprises par des bandes « patriotiques » et les rédactions frappées de bannissement et de déportation ; il sortit chaque fois plus vigoureux de ces attaques et trouva toujours les dévouements nécessaires pour continuer la tâche qu'il s'était tracée. Cependant le journal ne connut jamais de banque lui ouvrant bénévolement des crédits de plusieurs millions ; il est même fort probable que cela fut une circonstance heureuse et fit qu'il ne resta autour du journal que des dévouements désintéressés et une administration très économique et honnête.

Il achève actuellement la publication du livre de Remarque, alors que seulement maintenant l'Humanité vient d'en faire la découverte ; dans tous les cas, jamais il n'y fut publié de stupidités rocambolesques semblables à Sur les bords de l'Hudson et similaires, qui ont tant de fois occupé le rez-de-chaussée du journal du Parti communiste français.

... Quant à la seconde proposition, il n'est pas possible d'y répondre par des faits, La Protesta, du fait d'une administration honnête et sérieuse n'eut jamais besoin de faire des appels d'une urgence si angossante à la bourse de ses lecteurs et des camarades révolutionnaires ; il ne nous est donc pas possible de savoir si le cas échéant il serait possible de trouver en deux mois et demi 730.000 francs, lesquels, en résumé, représentent une bien maigre provision pour boucher un déficit de plus de 2 millions.

LA LUTTE DE CLASSES N° 15 - Novembre 1929

SOMMAIRE. — A l'américaine (Editorial). — Le communisme en Alsace-Lorraine et la question nationale (P. Naville). — Coup d'œil sur le mouvement ouvrier anglais (suite) (P. Szoff). — La situation politique en Allemagne et le groupe Brandler (K. Landau). — Le P. C. Russe et l'opposition communiste de gauche.

Rédaction et administration :
45, Boulevard de la Villette, PARIS-X

LA PHALANGE ARTISTIQUE

61, rue des Lilas, Bagnolet
(section française du Théâtre ouvrier international)
donnera à la Salle Adyar, 4 square Rapp
le samedi 14 décembre, à 21 heures

L'argent n'a pas d'odeur

Comédie en 3 actes de Bernard Shaw
Traduction de A. et H. Hamon
Avec ce bon, prix des places : 5 francs

Lettre d'Allemagne

Encore un "tournant" dans la tactique syndicale

Berlin, décembre.

Le Congrès de l'opposition syndicale révolutionnaire a siégé à Berlin le 30 novembre et le 1er décembre.

Ce Congrès, que le Parti communiste allemand préparait depuis de longs mois avant, à l'origine, un but très particulier: C'était celui de créer en Allemagne une sorte de mouvement minoritaire dans les syndicats, de réunir en un bloc rouge l'opposition existant dans les différentes organisations et d'établir ainsi la première condition pour la création de nouveaux syndicats en Allemagne.

Mais au cours de la préparation du Congrès, une série d'expériences a montré au P.C.A., le contraste qui existait entre ses thèses sur « la radicalisation des masses » et la réalité.

Une série de grèves dirigées par le parti et l'opposition syndicale révolutionnaire sont restées isolées et se sont terminées par de lourdes défaites. L'espoir de provoquer une chaîne de grèves de solidarité en déclenchant simplement des grèves à certains endroits échoua lamentablement, et devait échouer parce que — sans même considérer toutes les fautes tactiques commises — la radicalisation n'a pas atteint dans le prolétariat allemand, le degré que lui suppose la direction du parti.

La direction n'a pas su tirer cet enseignement des expériences des derniers mois ; mais elle a toutefois dû reconnaître que des expériences telles que celle des monteurs en chauffage ne sont pas faites pour fortifier l'influence du parti sur les masses, mais réduisent au contraire sensiblement cette influence. Elle aurait donc dû adopter une politique différente au Congrès de l'opposition syndicale révolutionnaire, qui devait être le début de la mise sur pied d'organisations nouvelles ; mais la direction maintint son appréciation de la situation et sa fausse évaluation du processus de regroupement des masses ; elle ne fit ainsi qu'augmenter la confusion régnante.

Il y eut 1122 délégués au Congrès ; dont 27 délégués d'entreprises employant de 3 à 10.000 ouvriers, et 25 délégués appartenant à de grandes usines de plus de 10.000 ouvriers. Mais la grande majorité de ces délégués n'avait pas été élue par des véritables assemblées ouvrières mais seulement choisie dans de petites réunions de l'opposition où, dans la plupart des cas, une fraction seulement des ouvriers de l'usine était présente. C'est donc une grande exagération de dire que ces délégués représentaient 2 millions d'ouvriers.

Néanmoins le congrès, quoique entièrement dominé par le parti, aurait pu marquer le début d'un large front de défense prolétarienne contre la sérieuse offensive du capital, à condition que la situation soit justement appréciée. L'exposé principal fut fait par le fameux stratège syndical Merker, membre du C.C. du P.C.A. Il esquissa convenablement les progrès de la rationalisation, l'offensive brutale des patrons ; mais il ne sut rien dire de « l'essor révolutionnaire », de la puissante contre-offensive prolétarienne, des « combats d'assaut » de la classe ouvrière qu'annonçait encore en juin le congrès de Wedding. Les délégués pouvaient en dire moins encore. Leurs discours indiquaient une colère profonde contre les réformistes, les conséquences terribles de la brutale dictature patronale, ils montraient tout, sauf cette poussée impétueuse des masses dont la direction du parti parle quotidiennement.

Le délégué des usines Leuna exprima le compromis le plus parfait entre la théorie du C.C. du parti et la réalité en déclarant : « Il existe un mouvement à gauche décisif dans le prolétariat, sauf à l'usine Leuna. »

L'exposé de Merker reflète bien la courtoisie du centrisme ; il attaqua vivement la tendance favorable à de nouveaux syndicats, tendance que la direction avait systématiquement créée et qui la gênait pour le moment.

Pour détourner l'attention de la faute du parti on fit un grand discours contre les chefs sectaires de deux syndicats créés il y a quelques années (tâtement et vêtement) ; on les accusa de ne pas avoir apprécié le travail dans les syndicats, de créer des syndicats à eux, etc..

L'attitude du délégué anglais représentant de l'Internationale syndicale rouge qui, au début du congrès n'était pas encore au courant du revirement tactique, prouva très bien combien ce brus-

quement tournant était surprenant et par suite déconcertant ; le nouveau zigzag du Comité exécutif de l'Internationale communiste venait ainsi brusquement contrecarrer les plans de Lozovsky qui avait d'abord eu l'intention de venir lui-même au Congrès. Dans ces conditions, le tournant qui venait d'être admis n'était pas un renoncement à la fausse tactique de l'I.C. et du C.C. du P.C.A. S'ajoutant à la fausse appréciation de la situation, qui n'est pas abandonnée, monté en épingle sur un système de méthodes erronées qui empêchent la mobilisation, des masses, ce revirement laisse la porte ouverte à n'importe quelles interprétations et à tous les écarts aventuristes et opportunistes. — K. L.

Lettre d'Angleterre

Le XI^e Congrès du Parti communiste

Londres, 10 décembre.

Le Parti communiste britannique a tenu son XI^e congrès à Leeds. On pouvait penser que les débats seraient plutôt mouvementés, étant donné les incidents qui avaient précédé sa convocation. Il n'en a rien été. Il est vrai que le plus important s'est passé dans la coulisse et que la partie publique du congrès a été très limitée. On a naturellement dénoncé la droite, mais on n'a pas nommé les droitières. C'est une particularité du parti anglais. On y parle toujours de la droite comme d'une abstraction ; on ne sait pas, ou plutôt on ne veut pas dire qui la représente.

Les chefs du parti, qui n'avaient pas un brillant bilan à présenter, ont reconnu leurs erreurs et prononcé des discours conformes à l'orthodoxie du jour. Pollitt, qui demeure assez raisonnable, n'a pas annoncé que l'Angleterre se trouve actuellement devant une situation révolutionnaire immédiate ; après avoir discoursé sur la première, la deuxième et la troisième période, il a terminé ainsi son exposé : « Si on nous demande si ce pays doit suivre l'exemple de la Russie, nous répondrons sans hésiter : Oui ! Ce n'est que par la révolution sociale et l'insurrection armée que les ouvriers peuvent s'emparer du pouvoir. »

Les petites révolutions du palais qui avaient agité les sommets du parti durant ces derniers mois se sont terminées par le retour de Gallacher au bureau politique où il retrouvera Campbell, Horner, Pollitt, Bell et Cox qui l'en avaient débarrassé.

Ce n'est certes pas un tel congrès qui pourra donner un nouvel élan au parti, et il est bien significatif de constater que dans une situation favorable comme l'est la situation présente par suite du mécontentement général provoqué chez les ouvriers par la politique du gouvernement travailliste, il ne parvient pas à se développer. Aussi les journaux bourgeois s'épargnent-ils pas leurs railleries à l'égard du parti britannique et même de l'Internationale communiste. L'un d'eux, sous le titre : *Un credo qui meurt*, écrit :

« Il y a trois ans, le Parti communiste britannique se vantait de compter plus de 10.000 membres. Il n'en a plus aujourd'hui même le quart, et ce qui reste est déchiré par des dissensions internes, personnelles et politiques. Le désastre final, sur lequel on s'est tant lamenté à Leeds, a coïncidé avec la nouvelle politique imposée par Moscou... Il est vraiment temps que l'Internationale communiste cesse de discourir et de discuter sur le déclin du capitalisme et qu'elle se rende compte que ce qui décline réellement dans le monde c'est le communisme. »

Ces journaux entendent trop vite le communisme. Mais il est certain que la politique incohérente de l'Internationale communiste lui a été funeste. Celle-ci découvre maintenant que ce qu'il faut, c'est un quotidien. Quand on sait la lourde entreprise qu'est tel un quotidien, les sommes considérables qu'elle nécessite, on reste stupéfait devant cette nouvelle folie. Ce qu'il faudrait pour sortir le parti de son marasme, c'est un examen approfondi de la situation et de la politique suivie depuis 1925. Mais un tel examen montrerait que si les communistes britanniques ont commis des fautes, les principaux responsables ne sont pas eux, mais les dirigeants de l'Internationale communiste et naturellement on ne le fera pas.

A une élection partielle qui a eu lieu en Ecosse, les communistes ont présenté un candidat, Isobel Brown, qui a recueilli 1.448 voix, le travailliste élu en ayant 18.465 et le conservateur 13.270. Le chiffre de voix communistes est relativement honorable si on considère que c'était la première fois que les communistes affrontaient la lutte dans cette circonscription. Pourtant il faut rappeler que

Dans l'Internationale

AU BRÉSIL

Le Parti communiste brésilien subit, lui aussi la crise qui secoue toute l'I. C. Un noyau sérieux de communistes a commencé depuis quelque temps la lutte contre la politique erronée de l'I. C. Ils nous écrivent : « Nous croyons ici que vous êtes dans la bonne voie. » D'une de leurs récentes lettres, nous extrayons les appréciations suivantes sur leur travail.

Novembre 1929.

... Le travail va déjà maintenant mieux, après les grandes difficultés des mois précédents. La situation générale est très favorable au travail politique, malgré une répression policière qui atteint maintenant son comble (le communisme est toujours illégal au Brésil). Dans ce qui reste du parti le mécontentement est très profond. La politique syndicale du parti est, dans l'ensemble, la même que celle du parti français, naturellement aggravée ici par les différences de milieu, de maturité politique, de structure de la classe ouvrière, etc. La ligne politique du parti en général ruine l'organisation. Dans ces conditions, nous avons pu former une fraction, dont une partie a été déjà exclue. Maintenant la grande majorité de la fraction est composée d'ouvriers. Et ses leaders le sont aussi. Quelques-uns ont une grande influence dans les organisations syndicales. La situation est très encourageante de ce côté.

Le parti est en pleine politique putschiste. Le mot d'ordre du parti est de conquérir la rue à tout prix. Avec cela, le parti a perdu la direction même dans les syndicats où il dominait.

Si nous ne réussissons pas à conserver organisé un noyau vraiment prolétarien et communiste, alors nous courrons le risque de voir le mouvement communiste au Brésil arrêté et annihilé pour de nombreuses années. Le parti court à sa perte, à sa destruction, avec une inconscience inouïe... — M. P.

L'Ecosse est maintenant la partie la plus « rouge » du Royaume-Uni et que dans d'autres circonscriptions, des candidats communistes ont eu, aux élections générales, des chiffres de voix à peu près semblables. Néanmoins, le dépôt de 150 livres sterling (près de 19.000 francs) a été perdu, le nombre de suffrages communistes étant inférieur au huitième du nombre des suffrages exprimés. La nouvelle tactique électorale, qu'il faudrait étudier dans son ensemble, reste donc assez coûteuse.

AOÛT 1914

On sait que lors du déclenchement de la guerre mondiale, le cabinet, alors libéral, était divisé sur la question de l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne.

Les libéraux étaient hésitants et sentaient qu'il fallait préparer l'opinion publique qui ignorait tout des tractations secrètes. Sir Austen Chamberlain vient de publier quelques notes qu'il a prises à l'époque et qui jettent une lumière intéressante sur la situation d'alors. Rappellé le samedi 7 août précipitamment de la campagne où il passait paisiblement le week end, il trouva à la gare un de ses amis, George Lloyd qui le mit au courant des derniers événements.

Il rapporte ainsi son récit :

« George Lloyd a été en communication avec M. Cambon. De lui il apprit que le gouvernement n'était pas décidé à appuyer la France et ne faisait rien pour l'aider. M. Cambon décrit la situation comme étant des plus critiques et il parla avec une grande amertume de l'inaction du gouvernement britannique. Il dit : « C'est vrai que vous n'êtes pas liés par des obligations écrites et on ne peut parler de chiffon de papier. Mais il y a davantage. Tous nos plans ont été élaborés en commun. Votre état-major général a été consulté. Vous avez vu toutes nos préparations. Regardez notre flotte ! Notre flotte tout entière est dans la Méditerranée, en conséquence des arrangements faits avec vous et nos côtes sont ouvertes à l'ennemi. Vous nous avez livrés ! » Cambon continua en disant que si la France et la Russie étaient victorieuses alors que nous serions restés tranquillement en dehors du conflit, elles ne nous pardonneraient jamais. Tandis que si elles étaient battues : « Eh bien, votre situation sera pire encore. » Puis, d'une voix après il s'écria : « L'honneur ! L'Angleterre sait-elle ce que c'est que l'honneur ! »

Le ton de ce diplomate indique qu'une véritable angoisse régnait en ce début d'août dans les sphères gouvernementales françaises. — S. B.

La "Vérité" dans le Nord

LA SCISSION SYNDICALE EST AMORCÉE A TOURCOING

Au cours d'un voyage en France Manouilsky découvrit la région du Nord, sa puissante industrie, son prolétariat nombreux et durement exploité par des patrons de combat solidement organisés. Le parti communiste avait acquis d'importantes positions et pouvait combattre efficacement la politique d'abdication des chefs social-démocrates. Il disposait d'un hebdomadaire, *l'Enchaîné*, dont le tirage et le rayonnement n'étaient pas négligeables. Voyant ces choses, Manouilsky en conclut qu'il fallait avant tout faire de l'hebdomadaire communiste un journal quotidien.

Il est sûr qu'un quotidien communiste aurait pu rendre d'immenses services aux ouvriers du Nord, mais à certaines conditions : que l'argent nécessaire fût fourni pour la plus grande part par les ouvriers qui se seraient ainsi sentis liés à l'entreprise et auraient lutté avec acharnement pour assurer sa vie et son développement.

Malgré un certain nombre d'expériences, toutes très concluantes, Manouilsky, pressé de voir se réaliser sa grande idée, eut recours une fois de plus à la solution qui est en même temps la plus facile et la plus dangereuse : on ne demande aux ouvriers qu'un faible effort et le reste est fait par l'Internationale communiste.

On peut voir aujourd'hui les résultats : *l'Enchaîné* quotidien a englouti des centaines de milliers de francs ; il n'a pas pu tenir ; il n'a servi ni le mouvement ouvrier ni le parti communiste qui sont, après cette désastreuse expérience, plus faibles qu'auparavant. Il est juste de noter qu'elle s'est faite au moment où était appliquée la tactique de la « troisième période » qui aboutit partout au renforcement de la social-démocratie en se donnant, comme premier objet, de la combattre. La direction communiste de la région du Nord a tenté de résister, mais elle a manqué de courage ; ceux qui veulent à tout prix rester des « chefs » ont flanché « reconnaissant leurs erreurs ». Le stalinisme a pu régner en maître et saccager le mouvement tout à son aise. L'effectif communiste, dans cette puissante région industrielle, est tombé à un chiffre infime ; les grands meetings organisés par le parti réunissent péniblement quelques centaines d'auditeurs.

Mais ce n'est pas pour étudier la situation du parti communiste que nous sommes allés dans le Nord. Bien que les deux choses ne soient pas sans lien entre elles, c'est avant tout pour voir sur place la cause et l'état des conflits surgis récemment dans les organisations syndicales que nous avons entrepris ce voyage. Depuis le congrès confédéral de septembre la lutte est partout déchaînée entre majoritaires et minoritaires mais c'est seulement dans quelques organisations et sur certains points du pays que la bataille est déjà entrée dans sa phase aiguë, et selon l'expérience qu'on a — malheureusement — de la scission, on ne peut ignorer que c'est autour de ces premiers foyers que la scission s'amorce pour gagner ensuite l'organisation tout entière.

Les incidents de Tourcoing

Bien qu'il y ait des minoritaires partout dans le Nord, c'est à Tourcoing seulement qu'il existe dès maintenant une situation critique alarmante. Sur les incidents qui ont surgi dans les syndicats du bâtiment et du textile, *l'Humanité* a donné beaucoup d'informations. Mais qui aujourd'hui, peut prendre pour argent comptant ce que raconte *l'Humanité* surtout lorsqu'il s'agit de luttes de tendance. Il faut vérifier. Il est possible d'ailleurs, que, parfois, dans l'ardeur de la lutte et devant les provocations systématiques des agents de la direction confédérale, les minoritaires commettent, sinon des fautes, au moins des imprudences qui ne manquent pas d'être, par la suite, largement utilisées contre eux. La direction confédérale, qui veut la scission, n'a plus qu'une préoccupation : c'est de rejeter la

responsabilité de la scission sur les minoritaires parce qu'elle sait bien que les ouvriers révolutionnaires jugent sévèrement les scissionnistes. Il faut donc la suivre pas à pas dans sa manœuvre et rétablir les faits, à chaque occasion, dans leur vérité.

Au syndicat du textile

Le plus gros morceau c'est naturellement le textile. Une assemblée générale du syndicat eut lieu le 8 novembre. A l'ordre du jour figurait la nomination de la commission administrative du syndicat. D'après les statuts, les candidats doivent être présentés par les diverses catégories d'ouvriers. Une liste avait été ainsi préparée. Mais subitement, les majoritaires se ravisèrent et arrivèrent à l'assemblée avec une liste générale établie nettement en violation des statuts. Les minoritaires protestèrent énergiquement. Les majoritaires voulurent imposer le vote sur leur liste. La réunion devint vite tumultueuse et c'est au milieu du tumulte déchaîné par leur manœuvre que les majoritaires prétendent qu'un vote a été émis en faveur de leur liste.

Les minoritaires demeurent fermement sur leur position. Il se peut que les statuts du syndicat aient besoin d'être révisés mais tant qu'ils ne l'auront pas été ils doivent être la loi pour tout le monde et les majoritaires doivent s'y conformer comme les autres. Ils proposent d'ailleurs un mode de votation qui indiquerait clairement la volonté des syndiqués : vote à bulletin secret puisqu'il est désormais malheureusement certain que toute réunion sera l'occasion d'un bruyant désordre. Les majoritaires refusent, prétextant que la question est réglée par le « vote » du 8 novembre.

Il y a un arbitre qui paraît tout indiqué : c'est la Fédération du textile. Elle est intervenue en effet, on va voir comment. Un de ses secrétaires, Bellugue, est arrivé un beau jour à Tourcoing et s'y est installé. Après avoir étudié la situation on pouvait penser qu'il s'efforcerait d'apaiser le conflit, ce qui serait évidemment son rôle s'il veut avant tout conjurer la menace de scission. Mais il est apparu tout de suite que son intervention se bornait à appuyer de tout son poids les scissionnistes locaux. Lorsqu'il a vu des minoritaires, cela a été pour leur enjoindre, sur un ton insupportable, de s'incliner sans discussion et, finalement, il a couvert de son autorité de secrétaire fédéral une réunion de majoritaires qui consacra, en fait, la formation d'un nouveau syndicat. Deux des collecteurs (sur trois) ont refusé de verser les cotisations reçues par eux au syndicat régulier.

Dans le bâtiment

Ici les majoritaires ne contestent pas le vote qui a donné à minoritaire Hostyn une majorité contre eux. Mais comme leur plan de manœuvre est savamment étudié de façon à ce qu'ils trouvent toujours un prétexte à leur mauvaise action, c'est la nomination de la commission qu'ils contestent. Or les choses se sont ainsi passées. Après le vote émis contre eux, les majoritaires jugèrent bon de se retirer ; naturellement la réunion se poursuivit sans eux, épuisant son ordre du jour par la désignation de la commission.

Là aussi la Fédération intervint mais d'une manière plus brutale encore que dans le Textile. Elle a enjoint aux syndicats du bâtiment du Nord de cesser toute relation avec Hostyn, délégué régional ; elle refuse d'envoyer des timbres au syndicat de Tourcoing et les collecteurs majoritaires de ce syndicat ne veulent plus verser leurs recettes à Hostyn, secrétaire-trésorier du syndicat.

Ces deux cas sont tout à fait probants. S'il ne s'agissait que d'incidents locaux, comme il en surgit de temps à autre dans les syndicats, il n'aurait pas été difficile de les régler. On voit au contraire que ce sont les dirigeants fédéraux eux-mêmes qui les

aggravent. Ils interviennent au Bâtiment comme au Textile avec la même partialité, ici pour sanctionner un vote manifestement irrégulier, là pour contrecarrer un vote que leurs amis eux-mêmes ne peuvent contester et ne contestent pas. Peut-on désirer preuve plus certaine de la volonté de scission qui anime la direction confédérale ? Il est évident que la manœuvre est menée d'en haut qu'elle est concertée.

A la Maison du Peuple

La première Union régionale a lancé un tract adressé « à la classe ouvrière de Tourcoing ». Elle comprend l'importance des faits ci-dessus exposés et tous ses efforts tendent, en les déformant, à présenter les minoritaires comme les véritables scissionnistes. Elle découvre tout d'un coup qu'il y a dans les maisons du peuple une salle de consommation et les camarades qui en assurent la gérance deviennent des « chevaliers de la pompe à bière » — parce qu'ils sont minoritaires. Elle accuse Tiévers d'avoir transféré le siège du syndicat du tapis « dans son bistrot », alors que ce « bistrot » c'est la Maison du Peuple et la coopérative. En même temps elle affirme que les minoritaires interdisent l'accès de la Maison du Peuple aux majoritaires. En réalité, la Maison du Peuple est ouverte non seulement aux syndicats majoritaires mais même aux organisations communistes. La cellule du parti y tient ses réunions. Mais elle n'a pas manqué de provoquer un incident assez grave.

Sous prétexte de réunion de cellule « élargie » les communistes ont prétendu ouvrir leur réunion à des « sympathisants » qui sont bien connus car ce sont ceux qui combattent les minoritaires avec le plus d'acharnement et organisent le chahut dans les assemblées. La Maison du Peuple refusait ainsi de devenir le lieu d'une vraie bataille. Pour l'éviter, les minoritaires qui en ont la charge, ont fait appel à la police et les « sympathisants », y compris les plus farouches, se sont aussitôt dispersés. Mais on comprend qu'ils ont là un argument contre les minoritaires et qu'ils s'en servent. Ceux-ci justifient leur action en disant que l'intervention de la police aurait eu lieu de toute façon, et pas seulement de la police mais de la justice bourgeoise si une bagarre avait surgi à l'intérieur de la Maison du Peuple et que, par suite, il était préférable que cette intervention eût lieu avant qu'après.

On reconnaît bien volontiers que la situation dans laquelle ils se sont trouvés était difficile ; ils tiennent à ces Maisons édifiées au prix de patients efforts et veulent les défendre contre les hommes qui paraissent avoir pris à tâche de tout détruire du mouvement. Pour nous, nous ne pourrions jamais approuver un appel à la police dans nos discussions intérieures. Ça doit se régler entre nous. Tant pis pour la casse ! Dans une situation comme celle qui est créée par la volonté scissionniste de la direction confédérale il faut s'attendre à se trouver en présence de situations de ce genre et même de plus redoutables. Nous avons connu une époque, à Paris, où les réunions du comité confédéral se tenaient sous la provocation constante d'adversaires qui ne cherchaient qu'une occasion de déchaîner une bagarre. Les bureaux de *l'Humanité* ont été plus d'une fois envahis par des bandes qui ne venaient pas pour discuter mais pour se battre et, à l'occasion, malmenaient un camarade travaillant au journal.

Dans de tels cas, il est nécessaire de garder son sang-froid, les provocations discréditent leurs auteurs ; elles s'usent d'elles-mêmes et les ouvriers savent très bien décaler leur signification. Les scissionnistes confédéraux ont besoin, pour donner le change et rejeter sur d'autres la responsabilité de la scission, de masquer leur manœuvre, de dissimuler les faits, de les dénaturer. Il ne faut pas les y aider.

L. TROTSKY

LA CRISE AUTRICHIENNE ET LE COMMUNISME

La crise autrichienne est une manifestation partielle de la crise de la démocratie, forme fondamentale de la domination bourgeoise. La tension trop élevée de la lutte internationale et sociale provoque en effet un court-circuit de dictature et fait sauter les plombs de la démocratie les uns après les autres. Le processus a commencé par la périphérie de l'Europe, par les pays les plus retardataires, par les chaînons les plus faibles de la chaîne capitaliste. Mais sa marche est irrésistible. Ce que l'on appelle la crise du parlementarisme est l'expression politique de la crise de tout le système de la société bourgeoise. La démocratie se soutient et décline avec le capitalisme. En défendant la démocratie qui a vécu la social-démocratie pousse l'évolution sociale dans l'impasse du fascisme.

L'extrême faiblesse où s'est trouvée la bourgeoisie autrichienne au lendemain de la guerre et de la révolution et, en liaison avec cette faiblesse, le manque d'indépendance économique et politique de l'Autriche ont été la source principale des forces de la social-démocratie autrichienne. En assumant la fonction de sauver et de consolider le régime bourgeois, la social-démocratie autrichienne a pu, dans son agitation, prendre ses distances soit de la bourgeoisie nationale, soit de la bourgeoisie étrangère (anglaise et américaine). Dans la première période de stabilisation du régime bourgeois qui a suivi la révolution, la social-démocratie a été très nettement l'agent direct du capital étranger. Cela lui a permis non seulement de rejeter la responsabilité de toutes les calamités qu'a connues l'Autriche sur la bourgeoisie nationale, mais encore d'adopter à l'égard de celle-ci une attitude critique plus accentuée que celle qui était à la portée de la social-démocratie des autres pays, y compris l'Allemagne. Au fur et à mesure que se consolidait le régime bourgeois, la social-démocratie accusait, de plus en plus fréquemment, la bourgeoisie nationale de n'être que l'exécutrice des ordres du capital anglo-saxon. Pour les ouvriers, elle avait là un argument tout prêt en faveur de l'inviolabilité de la propriété privée qui consistait à dire : « Evidemment, nous pourrions abattre notre bourgeoisie, seulement ce n'est pas d'elle qu'il s'agit, mais de la bourgeoisie anglaise et américaine. »

Les partis bourgeois d'Autriche avaient d'autant plus aisément perdu leurs particularités qu'ils étaient obligés d'avoir les yeux fixés sur le patron anglo-saxon. Jouant, dans tout l'essentiel, un rôle identique à celui de ces partis, la social-démocratie est tenue néanmoins d'adopter une attitude d'opposition envers le bloc des partis bourgeois, puisqu'elle s'appuie sur les ouvriers. C'est uniquement cette « opposition » qui lui permet de sauver la bourgeoisie. Des processus et des phénomènes identiques se sont également produits en Allemagne. Ils ont singulièrement contribué à la propre conservation de la social-démocratie allemande. Mais étant donné la force et l'indépendance plus grandes de la bourgeoisie allemande, la social-démocratie allemande a dû s'adapter beaucoup plus nettement et ouvertement à elle, faire bloc avec elle et assumer une responsabilité immédiate devant les masses ouvrières. Cette circonstance a créé de grandes possibilités de développement au parti communiste allemand.

L'Autriche représente un petit corps et une grosse tête. La capitale est aux mains de la social-démocratie, qui au Parlement cependant détient moins de la moitié des sièges (43 0/0). Cet équilibre instable qui ne se maintient qu'en raison de la politique conservatrice et conciliatrice de la social-démocratie, facilite singulièrement la position de l'austro-marxisme. Ce qu'il fait à la municipalité de Vienne suffit, aux yeux des ouvriers, à le distinguer des partis bourgeois. Et ce qu'il ne fait pas — c'est-à-dire l'essentiel — il peut toujours l'imputer à ces derniers. En dénonçant la bourgeoisie dans les

articles et dans les discours, l'austro-marxisme, comme je l'ai déjà dit, tire très habilement profit de la dépendance internationale de l'Autriche afin d'empêcher les ouvriers de se soulever contre leurs ennemis de classe. « A Vienne, nous sommes forts, mais nous sommes encore faibles dans le pays. En outre, au-dessus de nous il y a les maîtres », telle est la principale idée de la politique austro-marxiste. Tout cela lui a permis jusqu'à présent de jouer le rôle de l'aile « gauche » de la II^e Internationale et de maintenir toutes ses positions contre le parti communiste qui, par surcroît, a accumulé fautes sur fautes.

La social-démocratie autrichienne a aidé l'Entente à venir à bout de la Révolution hongroise, elle a aidé sa bourgeoisie à sortir de la crise de l'après-guerre et elle a créé pour la propriété privée ébranlée un refuge démocratique. Elle a été ainsi, pour toute la période de l'après-guerre, le principal instrument de la domination de la bourgeoisie sur la classe ouvrière.

Mais cet instrument est en même temps une organisation souveraine possédant une nombreuse bureaucratie et une aristocratie ouvrière indépendantes qui ont leurs intérêts et leurs revendications. Cette bureaucratie, qui est la chair de la chair de la petite bourgeoisie, par ses idées, ses habitudes et sa façon de vivre s'appuie, cependant, sur une classe ouvrière réelle et se trouve sous la menace continue de celle-ci. Cette circonstance est la source principale des frictions et des conflits qui se produisent entre la bourgeoisie et la social-démocratie, c'est-à-dire entre le patron et le commis.

D'autre part, quoi qu'il ait fait la social-démocratie autrichienne pour envelopper la classe ouvrière dans un réseau d'organisations politiques, syndicales, municipales, culturelles et sportives, les seules méthodes pacifisto-réformistes, comme l'ont montré très nettement les journées de juillet 1927 ne donnent pas à la bourgeoisie toutes les garanties nécessaires.

Ce qui précède explique la fonction sociale du fascisme autrichien. Celui-ci est le second commis de la bourgeoisie, très différent du premier dont il est l'antagoniste. Les couches inférieures de la social-démocratie sont poussées en avant par un instinct falsifié, mais tout de même par l'instinct du prolétariat. Les couches inférieures du fascisme sont alimentées par la situation sans issue de la petite bourgeoisie et des éléments déclassés dont l'Autriche est particulièrement riche. Les couches supérieures de la social-démocratie refrèment l'instinct de classe du prolétariat à l'aide des mots d'ordre et des institutions de la démocratie. Les couches supérieures du fascisme font entrevoir une issue au désespoir de la petite bourgeoisie décadente dans la perspective d'un coup d'Etat salutaire, à la suite duquel les « marxistes » ne pourront plus gêner la bonne marche de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

Nous avons ainsi en Autriche la réfutation classique de la théorie professée par les philistins affirmant que le fascisme est engendré par le bolchévisme révolutionnaire. Le fascisme commence à jouer dans le pays un rôle d'autant plus grand que la contradiction entre la politique de la social-démocratie (parti des masses) et les besoins urgents du développement historique, y acquiert un caractère plus net, plus criant et plus insupportable. En Autriche comme partout ailleurs, le fascisme est le complément nécessaire de la social-démocratie, il s'en alimente et, avec son concours, il arrive au pouvoir.

Le fascisme est le fils légitime de la démocratie formelle de l'époque de la décadence. En Autriche, les principes de la démocratie sont poussés à l'absurde avec une netteté toute particulière. Pour avoir la majorité il ne manque à la social-démocratie

qu'un pourcentage infime. On peut dire cependant, — et ce ne sera pas un paradoxe mais la pure vérité — que la stabilité politique de la social-démocratie autrichienne s'appuie non pas sur les 43 0/0 de voix dont elle dispose, mais sur les 7 0/0 qui lui manquent pour disposer de la majorité. Les fondements du capitalisme resteraient inviolés si même la social-démocratie venait à conquérir la majorité. Mais cette conquête n'est pas du tout certaine. Il serait stupide de croire que toutes les questions se tranchent par la propagande. Si l'on part de ce point que la vie de l'Autriche continuera à se développer dans les cadres de la démocratie, il n'y a pas la moindre donnée qui puisse faire supposer qu'au cours des prochaines vingt-cinq ou cinquante années la social-démocratie obtiendra forcément la majorité. La vie économique de toute l'Europe capitaliste est sous l'immense menace des Etats-Unis et des autres pays d'outre-mer. Le déclin économique de l'Autriche, absolument inévitable en raison même de la perspective d'une évolution pacifique, conduirait plutôt la social-démocratie à une diminution de ses suffrages qu'à un accroissement. Ainsi, malgré que la domination ultérieure de la bourgeoisie vove la nation à la putréfaction et à la dégénérescence culturelle, malgré que l'écrasante masse du prolétariat, cette épine dorsale de la nation, soit entièrement prête à réaliser la transition au socialisme, il résulte, suivant la logique de la démocratie, que cette transition est inadmissible du fait qu'un petit pourcentage d'électeurs, appartenant aux éléments les plus incultes, les plus arriérés ou les plus dépravés, se tiennent à l'écart de la lutte, croupillent dans une ignorance complète et sont prêts au moment décisif à donner leurs suffrages et leurs poings au fascisme.

La démocratie a atteint le comble de l'absurde. A l'époque du développement organique et méthodique du capitalisme qui fut lié à la différenciation sociale systématique de la nation, la démocratie joua un grand rôle historique, y compris celui d'éduquer le prolétariat. C'est en Europe qu'elle a joué le plus grand rôle. Mais à l'époque de l'impérialisme, qui est avant tout en Europe une époque de capitalisme pourrissant, la démocratie a échoué dans une impasse. C'est la raison pour laquelle en Autriche la Constitution a été fabriquée par la social-démocratie, où celle-ci tient une place exceptionnellement grande du fait qu'elle est maîtresse de la capitale, et où, par conséquent, nous devrions observer, dans le sens le plus achevé, des formes démocratiques de transition de la démocratie au socialisme, nous voyons en réalité que la politique est régularisée d'une part par des bandes fascistes assaillantes, d'autre part, par des détachements en retraite d'ouvriers social-démocrates à moitié armés tandis qu'en qualité de chef d'orchestre de la démocratie opère un ancien policier de l'école des Habsbourg.

Le fascisme est le second fondé de pouvoirs de la bourgeoisie. A l'instar de la social-démocratie, voire dans une mesure plus grande que celle-ci, le fascisme a sa propre armée, ses intérêts et sa logique de mouvement. Nous savons qu'en Italie, le fascisme, afin de sauver et de consolider la société bourgeoise, a été contraint d'entrer en antagonisme violent non seulement avec la social-démocratie, mais aussi avec les partis de la bourgeoisie. On peut faire la même observation en Pologne. On ne doit pas présenter les choses comme si tous les organes politiques de la bourgeoisie agissent en parfaite harmonie. Fort heureusement, il n'en est pas ainsi. L'anarchie économique est complétée par l'anarchie politique. Le fascisme, alimenté par la social-démocratie, est obligé de lui fendre le crâne pour arriver au pouvoir. La social-démocratie autrichienne fait ce qu'elle peut pour

faciliter au fascisme cette opération chirurgicale.

Il est difficile de s'imaginer une sottise plus concentrée que le raisonnement d'Otto Bauer qui consiste à dire que la violence n'est admissible que pour défendre la démocratie existante. Si l'on traduit ce raisonnement dans le langage des classes, il signifie : la violence est permise pour garantir les intérêts de la bourgeoisie organisée en Etat, mais elle est inadmissible pour insulter l'Etat prolétarien.

On donne à cette théorie une formule juridique. Bauer remâche les anciennes formules de Lassalle sur le droit et la révolution. Or Lassalle parlait devant un tribunal. Ses arguments y étaient à propos. Mais la tentative de transformer un duel juridique avec un procureur en philosophie de l'évolution historique n'est qu'un subterfuge de courtoisie. D'après Bauer, l'application de la violence n'est permise que pour répondre à un coup d'Etat déjà achevé, lorsque le terrain du « droit » a disparu, mais elle est inadmissible vingt-quatre heures avant quand il s'agit de prévenir ce coup d'Etat. Sur cette conception, Bauer trace la ligne de partage des eaux entre l'austro-marxisme et le bolchévisme, comme s'il s'agissait de deux écoles de droit criminel. En réalité, la différence est que le bolchévisme tend à renverser la domination de la bourgeoisie et que la social-démocratie tend à l'éterniser. Il est hors de doute que si le coup d'Etat se réalisait Bauer déclarerait : si nous n'avons pas poussé les ouvriers à se soulever, quand nous avons de puissantes organisations, une presse légale, 43 p. cent des députés, la municipalité de Vienne, contre les fascistes qui formaient des bandes anticonstitutionnelles portant atteinte à l'ordre légal ; à plus forte raison maintenant, quand les fascistes possèdent l'appareil d'Etat et s'appuient sur un droit étatique qu'ils ont eux-mêmes établi, quand nous sommes privés des choses indispensables à la vie, mis hors la loi, sans liens légaux avec les masses qui, par surcroît, sont manifestement désillusionnées, opprimées et qui passent en nombre au fascisme — préconiser l'insurrection dans semblables circonstances, il n'y aurait que de criminels aventuriers ou des bolchéviks pour le faire. Ayant retourné ainsi leur philosophie à 180 degrés, les austro-marxistes resteraient cependant entièrement fidèles à eux-mêmes.

Le mot d'ordre du désarmement intérieur dépasse par son abjection réactionnaire tout ce que nous avons entendu jusqu'ici de la part de la social-démocratie. Ces messieurs supplient les ouvriers de désarmer en face de l'Etat bourgeois en armes. Les bandes fascistes ne sont après tout que les corps auxiliaires de la bourgeoisie : dissous aujourd'hui, ils peuvent être rappelés à tout instant et armés deux fois plus qu'à présent. Quant aux ouvriers, personne ne leur donnera des armes si la social-démocratie les désarme par les mains de l'Etat bourgeois. La social-démocratie craint certainement les armes des fascistes. Mais elle craint presque davantage les armes aux mains des ouvriers. Aujourd'hui, la bourgeoisie redoute encore la guerre civile : 1° Parce qu'elle n'est pas sûre de son issue ; 2° Parce qu'elle ne veut pas de secousses économiques. Le désarmement des ouvriers assure la bourgeoisie contre la guerre civile et de la sorte porte au maximum les chances de coup d'Etat fasciste.

Le désarmement intérieur de l'Autriche est une exigence des pays de l'Entente, de la France en premier lieu, de l'Angleterre, en second lieu. Le journal officieux français, le *Temps*, explique sévèrement à Schober que le désarmement intérieur est nécessaire dans l'intérêt du monde extérieur comme dans l'intérêt de la propriété privée. Dans son discours aux Communes, Henderson a développé le même thème. En défendant la démocratie autrichienne, Henderson défendait les traités de Versailles et de Saint-Germain. La social-démocratie autrichienne n'est ici, comme d'une façon générale dans toutes les questions importantes, que l'appareil de transmission de la bourgeoisie des pays vainqueurs.

La social-démocratie n'est pas capable de prendre le pouvoir et elle ne veut pas le prendre. La bourgeoisie estime cependant

Causes et conséquences prochaines et lointaines du krach boursier de New-York

Le chiffre des pertes du récent krach boursier de New-York se monte à 71 milliards 752 millions 650.908 dollars, soit approximativement 1.800 milliards de francs. Cela représente quelque chose. Il est étonnant de voir à ce sujet Achelin, dans la *Vie Ouvrière* des 22 et 29 novembre, rejoindre Urbain Gohier qui opère à la *Nouvelle Aurore* et abandonner ainsi l'explication marxiste des crises par les contradictions internes du régime capitaliste pour l'explication antisémite par les manœuvres personnelles des grands spéculateurs.

Selon Achelin et Gohier, le krach de New-York se réduirait à un simple déplacement de fortunes, l'argent de Paul passant dans la poche de Pierre, sans que la situation économique générale s'en trouve modifiée. Achelin colore son explication d'un pseudo-vernis marxiste en soulignant que Pierre le spéculateur à la baisse est le grand bourgeois expropriateur tandis que Paul, le naïf spéculateur à la hausse est le petit propriétaire exproprié ; mais c'est en vain, car c'est cette su-enchère marxiste qui le mène vers son explication « antisémite » à la

que l'organisation disciplinée des ouvriers par la social-démocratie lui impose de trop grands frais généraux. La bourgeoisie dans son ensemble a besoin du fascisme pour tenir la social-démocratie en bride, et en cas de réussite pour la rejeter à l'écart. Le fascisme veut prendre le pouvoir et il est capable de s'en emparer. Dès qu'il s'en sera emparé, il le mettra à l'entière disposition du capital financier. Mais cette voie est la voie des secousses sociales ; elle aussi implique de gros frais généraux. C'est ce qui explique les hésitations de la bourgeoisie, la lutte intérieure de ses différentes couches sociales, et détermine la politique la plus probable dans la période prochaine : au moyen du fascisme, obliger la social-démocratie à aider la bourgeoisie à réorganiser la Constitution de façon à combiner ensemble les avantages de la démocratie et du fascisme — du fascisme pour le fond, de la démocratie pour la forme — avec la suppression des frais généraux pour les réformes démocratiques et, si c'est possible, sans les frais généraux d'un coup d'Etat fasciste.

Ce moyen réussira-t-il à la bourgeoisie ? Entièrement, jusqu'au bout et pour une longue période il ne peut pas réussir. En d'autres termes, la bourgeoisie ne peut pas créer de régime qui lui permettrait de s'appuyer pacifiquement et sur les ouvriers et sur la petite bourgeoisie ruinée sans qu'elle ait à s'imposer de dépenses ni pour les réformes sociales, ni pour des secousses de la guerre civile. Les antagonismes sont trop grands, ils doivent percer soit dans un sens, soit dans un autre.

D'une façon ou d'une autre, la « démocratie » autrichienne est condamnée. Après l'attaque d'apoplexie qu'elle a eue, elle peut encore, bien entendu, se remettre et vivoler quelque temps en traînant la jambe et en tournant plus ou moins la langue. Il se peut qu'un nouveau coup soit nécessaire pour l'abattre. Mais son sort est décidé d'avance.

L'austro-marxisme entre totalement dans une période d'expiation de ses crimes politiques. La social-démocratie, qui a sauvé la bourgeoisie du bolchévisme, facilite maintenant le sauvetage de la bourgeoisie de la social-démocratie elle-même. Il serait absurde de fermer les yeux sur ce fait que la victoire du fascisme entraînerait non seulement l'extermination physique des nombreux communistes, mais aussi l'écrasement impitoyable de toutes les organisations et de tous les points d'appui de la social-démocratie. Sous ce rapport, comme sous beaucoup d'autres, la social-démocratie ne fait que reproduire l'histoire du libéralisme, dont elle est la fille tardive. Les libéraux ont aidé plus d'une fois dans l'histoire la réaction féodale à maltraiter les masses populaires, après quoi la réaction les a liquidés eux-mêmes.

(La seconde partie de cet article paraîtra dans notre prochain numéro.)

Gohier, c'est-à-dire la phobie des grands financiers internationaux tramant sous l'égide d'Israël l'expropriation massive des petits rentiers.

Le grand capitalisme expropriait-il la petite bourgeoisie pour son propre plaisir machiavélique ou sous la pression des nécessités économiques ? Point de doute que les petits spéculateurs ne fassent les frais de la crise, mais Achelin confond les effets avec les causes. Les crises en régime capitaliste ne dépendent pas, en dernière analyse, des manœuvres même des classes, mais elles sont fonction du jeu spontané de l'ensemble du système économique sur lequel leurs effets se font sentir en retour.

Si Achelin n'avait pas été aveuglé par son schéma d'expropriation, il aurait porté son attention sur le point noir constant de l'économie américaine : la situation des fermiers de l'Ouest, car c'est là que se trouve la cause immédiate et prochaine de la crise. Les Etats-Unis connaissent eux aussi le problème des « ciseaux », un écart entre les prix des produits industriels et agricoles se soldant au désavantage des agriculteurs, qui vivent dans un état de crise chronique, aggravé par les vicissitudes des récoltes. En résultat, les agriculteurs sont à la merci du crédit, ils sont les premières victimes d'une politique d'argent cher tendant à maîtriser la spéculation. Or, c'est du côté des banques agricoles de l'Ouest obligées de réaliser leurs disponibilités pour parer au déficit de leurs clients (2 milliards de dollars pour les dernières récoltes) que s'est trouvée déclenchée la tendance à la baisse de toutes les valeurs spéculatives qui a mené à l'effondrement catastrophique du marché.

Mais, en dernière analyse, la cause fondamentale de la crise c'est la disproportion entre l'accroissement accéléré du volume des crédits déversés à la Bourse sous forme de spéculation à la hausse et le développement général de la vie économique, qui est à la racine de la crise. Le krach de New-York apparaît comme une formidable crise de déflation succédant à une inflation illimitée de crédit, phénomène particulier à l'économie américaine dont le rythme ne se modèle pas comme en Europe sur l'accumulation réelle des capitaux, mais en quelque sorte sur leur accumulation virtuelle. Le rythme de la production aussi bien que celui de la consommation est aux Etats-Unis déterminé par le rythme des crédits. C'est donc à une révolte des éléments réels de l'économie américaine contre ses éléments fictifs que l'on assiste, à une crise de la prospérité mythique rendue possible par l'inflation des crédits.

Cette crise n'atteint pas seulement les spéculateurs ruinés mais comme elle est déterminée par la structure même de l'économie américaine, elle porte un coup au système économique fondé sur le crédit, dans son ensemble. Le resserrement du crédit, c'est, en effet, pour l'Amérique où les ventes à crédit ont une extension inconnue en Europe, le resserrement de la capacité d'absorption du marché intérieur ; la disparition des bénéfices de spéculation eux-mêmes fondés sur les crédits provoque la diminution du pouvoir d'achat de toutes les classes de la population entraînées dans la fièvre de la spéculation (15 millions de comptes de spéculation avant la crise, déposés au seul Stock Exchange de New-York). Ainsi, par delà la contradiction entre le volume des crédits et la marche des affaires résolue par un brusque dénivellement dont les effets commencent à s'aplanir, on voit poindre la contradiction menaçante entre le développement de la production et le développement de la consommation masquée aux yeux des Européens par les fallacieuses théories fordistes du marché intérieur et aux yeux des Américains eux-mêmes par les éléments mythiques et fictifs de la prospérité chère à Hoover, et aux démagogues républicains qui ont retardé la hausse du taux de l'escompte pour ne pas compromettre les élections faites sous le signe de l'optimisme.

Par delà la crise boursière, on voit poindre la menace de crise économique généralisée, qui gagnerait le marché des marchandises après celui des valeurs. Les liaisons de l'activité économique générale et de la Bourse sont inverses en Amérique et en Europe : la Bourse n'est pas

en Amérique le reflet de l'économie, mais son moteur; mais, dans un cas comme dans l'autre, la solidarité est étroite. Si la panique de Bourse n'est pas le reflet de la crise économique déjà amorcée elle est susceptible de l'entraîner par contre-coup en restreignant la capacité d'absorption du marché intérieur. L'entraînera-t-elle ? Et si elle l'entraîne, la crise restera-t-elle limitée au continent nord-américain ?

Selon les optimistes, la diminution du pouvoir d'achat consécutif à la crise ne porterait que sur les industries de luxe et non sur l'industrie moyenne et lourde; seul le superflu se trouverait atteint et non le nécessaire. Mais déjà la courbe de l'industrie automobile et de ses annexes, qui est en général en concordance avec celle de l'activité économique générale, commence à fléchir, de même que celle de certaines matières premières. Une crise économique générale ne saurait rester localisée aux Etats-Unis, tributaires pour près de 50 % du marché mondial des matières premières et pour une proportion respectable du marché des produits manufacturés.

Que la crise soit enrayée ou non, la perturbation qui vient de se produire est grave de conséquences à longue ou brève échéance; le problème des débouchés extérieurs est posé pour les Etats-Unis, avec une acuité plus grande que jamais et la concurrence internationale des impérialismes ne peut que s'en trouver exaspérée. Après l'optimisme engendré en Europe par les rapatriements de capitaux déviés par la spéculation américaine, l'inquiétude commence à se manifester du côté des industriels et des financiers...

A. ARIAT.

On "informe" aussi chez les jeunes

Le secrétariat de la IV^e Entente avait convoqué l'ensemble de ses adhérents à une conférence d'information sur le travail économique, le 2 décembre, 106, rue Lafayette. Trente camarades seulement sont venus à cette réunion dite d'élaboration des tâches pratiques, ce qui montre bien le peu d'intérêt accordé aux bavardages des jeunes stalinien.

Ce fut Luciani qui, au nom du secrétariat, élabore le plan de travail économique. Son exposé fut aussi confus que possible. Il ne sut, en effet, à aucun moment de son exposé, lier les faits économiques aux faits politiques, et dégager la tactique des luttes ouvrières qui découle de cet examen. Il a tenté d'expliquer comment il faut conduire une grève, organiser des comités de lutte et indiquer le but du prochain congrès national de la jeunesse ouvrière. Sur ces différentes questions, il a fait preuve d'une complète ignorance. Il a parlé, naturellement des comités de lutte et des comités d'usine, mais a été incapable d'expliquer clairement ce qu'ils doivent être et en quoi ils se différencient. Un jeune camarade fit à sa place, un bon exposé, caractérisant ainsi la différenciation: un comité de lutte est l'embryon d'un comité d'usine, son point de départ sur une question particulière de la boîte ou sur une question politique; le comité d'usine est, en conséquence, beaucoup plus large, il est établi sur la base des revendications générales de la boîte liées à une position politique. Cette explication a entraîné un débat de près d'une heure au cours duquel Luciani eut beaucoup de mal à se faire entendre, un chahut étant organisé dans la salle devant la faiblesse des arguments du représentant de l'Entente.

Sur le congrès de la jeunesse ouvrière, il semble déjà que nous allons avoir un congrès fantôme où les jeunes communistes se retrouveront; il est vrai que l'on pourra agir à la manière de 1925: mettre des zéros au bout, le bluff étant malheureusement l'arme essentielle dans les jeunesse et dans le parti. En ce qui touche la situation économique, l'orateur s'est borné à parler vaguement des grèves et des méthodes de travail. Nous savons tous ce que l'on doit faire dans cette situation; mais ce qui est risible, c'est cette multiplication incessante des comités, des organisations, etc., alors qu'on manque de cadres pour l'organisation politique elle-même. Il faudra donc mettre des Garchery ou autres dans les organisations auxiliaires ?

Cette conférence a donné une preuve nouvelle de l'incohérence de l'appareil bureaucratique et de l'incapacité des leaders pour l'éducation de nos jeunes camarades. Le chahut, signe de faiblesse intellectuelle des membres, est la réponse à l'insuffisance politique des jeunes chefs cent pour cent.

Daniel LEVINE.

Epilogue de l'assemblée d'information

A cette dernière assemblée d'information, le seul souci de la direction du parti était de terminer les discussions; par l'écrasement idéologique de l'opportunisme et de ses alliés trotskystes. Si l'on entend par « l'écrasement idéologique », la vocalifération de mensonges, ce but, en ce qui concerne l'Opposition communiste de gauche, a été largement atteint. Quant aux « six », il fut bien peu question d'eux dans la réponse de la direction régionale; même les questions des camarades non oppositionnels n'obtinrent aucune réponse.

Après une confession publique de la secrétaire du second rayon qui vint avouer son tort d'avoir oublié d'exclure le trotskyste qui s'était manifesté à la précédente réunion, Lebourg, du 14^e rayon, fit une déclaration importante: « Il y a dans le 14^e rayon, dit-il, des divergences profondes avec la direction du parti, mais étant donné le peu de temps qu'on nous accorde, je refuse de les exposer ici. Nous protestons tous contre la préparation de la Conférence régionale, dont aucune cellule ne connaît encore l'ordre du jour, quoiqu'elle soit fixée à la fin du mois ».

Un jeune d'Athis-Mons nous apprend que les élus de cette ville « déclarent ne pas avoir de temps à perdre pour se rendre aux réunions du Parti »; il présente une motion demandant l'exclusion de ces élus.

Une camarade du premier rayon vient alors affirmer que « d'accord depuis 1923 avec les critiques de l'Opposition communiste de gauche, elle s'est dressée contre toutes les directions qui se sont succédé depuis, directions fractionnelles composées d'incapables, d'arrivistes et de valets ». « Qu'est-ce en effet que cette autocritique si hautement revendiquée par les dirigeants actuels ? un piège, un mensonge » c'est du lest que la direction du parti jette, camarades, pour mieux pouvoir vous bâillonner ensuite; « la direction se critique elle-même, sur des points de détail, ou si c'est sur des points graves, toujours trop tard ! et cela lui permet ensuite de vous interdire à vous, membres de la base, de la critiquer, elle; « la voix de la base ne dépasse jamais, — quand elle peut, dans les milleurs des cas, s'y exprimer — les cadres étroits et étouffants des cellules, sans aucune liaison entre elles, et ne parvient jamais à l'ensemble du Parti »; « et si vous parlez un jour trop fort ou trop loin, on vous attaque, on vous salit même, puis on vous exclut ».

« Beaucoup de camarades se lassent et se laissent, ne viennent plus aux réunions; d'autres rentrent chez eux, car le Parti ne vit pas ».

Dernot vient faire le procès de la direction, en ce qui concerne le refus que cette direction a opposé à toutes les critiques de la base au sujet des « six ». Il attaque plus généralement la politique du Parti; parlant de la manifestation de Champigny, il déclara: « ce n'est pas dans la rue seulement qu'un P.C. combat la social-démocratie, mais dans sa politique quotidienne. » Il se fit, par la poignée de féneliques, copieusement injurier, pourlant les conclusions de ses critiques étaient bien modestes. Il se rapproche à des solutions de détail « il faut supprimer les cellules de rues, il faut que le Parti ne soit composé que de cellules d'usines ».

Or, l'organisation du Parti n'est pas à décider en dehors de sa vie et de son influence politique. Il est notoire qu'actuellement, en province, la grande majorité des cellules sont simplement les anciennes sections baptisées cellules, et dans la région parisienne, les quatre cinquièmes des cellules sont des cellules d'isolés, c'est-à-dire composées de camarades travaillant dans les diverses entreprises d'un même quartier, et le principal objet de cette cellule est de rechercher une entreprise importante pour constituer la cellule de cette entreprise, cellule extérieure à l'usine et qui n'a aucun des caractères de la cellule d'usine.

Un membre du bureau du deuxième rayon revient de Russie; c'est un pénible plaidoyer: « là-bas c'est l'usine entière qui contrôle les cellules et exclut »; — le plan quinquennal, il sera réalisé avant la fin de 1930. — « On a vu des usines, et il ne fait pas bon y parler de Trotaky », etc.

Croizat, lui, approuve l'épuration mais, à son avis, c'est une question de réglage: « elle est trop mécanique » — il faut épurer, mais aussi renforcer le Parti. Croizat ne semble pas comprendre que la faiblesse du Parti se reflète dans les causes de l'épuration. Pourtant, il déclare: « l'action publique du Parti diminue de jour en jour ».

Un camarade étranger vient apporter des critiques contre les obstacles multiples que rencontrent dans leur collaboration avec le Parti les camarades étrangers, obstacles qui d'après lui sont dus à l'ignorance chauvine de certains membres des cadres du Parti ».

Enfin, Varagnat va répondre au nom de la direction. Pas une réponse aux questions embarrassantes. Il fonce à fond dans ce qu'il appelle l'Opposition de gauche. Il fait donner le tonnerre; est-ce ignorance ? est-ce un procédé ? toujours est-il qu'il reproche à l'Opposition « d'avoir dans le conflit sino-russe, donné raison aux Chinois par la bouche d'un de ses chefs, Louzon ». Sur les questions syndicales « vos mois d'ordre, on les connaît, vous allez les chercher à la Ligue syndicaliste ».

« On discutera », mais pas avec des contre-révolutionnaires. — « Nous sommes opposés à la manière de discuter des trotskystes ». On comprend cela.

Varagnat en met un coup; ce fut d'ailleurs en pure perte. Seuls les cinquante acharnés qui l'applaudirent vigoureusement étaient les mêmes qui firent l'obstruction la plus grossière à nos camarades et même à ceux qui furent plus timides que nous dans leur analyse.

Dehors, à la sortie de la réunion, parlant de Varagnat, souriant de son mélange volontaire, les camarades disaient « il va fort ». Certes, mais le Parti qu'une poignée de tels individus tient dans ses pattes, lui, « ne va pas fort », et le bilan de ses trois assemblées où le Centre a rencontré une résistance très nette tant de l'Opposition communiste de gauche que de plusieurs camarades qui ont apporté des critiques encore timides, mais sérieuses, ce bilan se caractérise en dehors de cela, au premier chef, par un désintéressement complet de la base du Parti pour ce genre de réunions, et une passivité mortelle.

Pour Molotov

RETOUR DE RUSSIE

« La nouvelle avait été lancée par l'Humanité: Des ouvriers et des ouvrières qui reviennent de Russie soviétique, vont dire ce qu'ils ont vu... »

« Aussitôt l'écho de cette annonce avait couru dans les entreprises parisiennes, et hier soir, des centaines et des centaines de travailleurs se pressaient dans la grande salle de Grange-aux-Belles.

(Huma, du vendredi 6 courant.)

Lyrisme de valet. En discutant des numéros de la Vérité, nos camarades ont pu pointer les arrivants; environ 110, dont un tiers de têtes connues de l'appareil.

Le bluff des cadres n'est qu'une façade qui masque le recul réel de l'influence du parti. Il fut un temps où à l'occasion des anniversaires d'Octobre, la salle de la Grange-aux-Belles était pleine à craquer. Cette période a été close dès la prise en possession par la fraction stalinienne des cadres de l'I.C. et du P.C.R.

Le fait est là, le parti est incapable d'entraîner aujourd'hui dans ses moindres actions la classe ouvrière, mais, comme il faut enregistrer quand même des succès, on se rattrape sur les chiffres.

LA PAIX AMERICAINE

Le pacte Kellogg a élevé le monde à un grand niveau de moralité.

Président Hoover
(Message au Congrès)

Crédits militaires américains
En 1914 : 267 millions de dollars ;
En 1929 : 730 millions de dollars.

Forces régulières
En 1914 : 164.000 hommes, et avec les réserves 299.000 hommes ;
En 1929 : 250.000 hommes, et avec les réserves 728.000 hommes.

(Même message.)

LA VIE OUVRIÈRE

Contre l'opposition

UNE DECLARATION DE DEVEAUX CONTRE LA SCISSION

Une trentaine de camarades assistaient à la réunion organisée par les minoritaires de l'A.O.P., mercredi dernier, avec le concours de Deveaux, sur le sujet suivant : *Pourquoi le Cri du Peuple ?*

Deveaux rappelle les raisons qui motivèrent la formation de la minorité dite N° 2. Pour lui, tout tient à la fausse analyse de la situation, faite par les majoritaires. Il cite des faits qui montrent le début de la « radicalisation des masses ». Alors que dans l'Humanité, on enflait démesurément la grève la plus réduite, on se gardait bien d'éclairer les camarades, par exemple, sur : l'inertie des milliers d'ouvriers de chez Renault, qui, au cours de l'hiver dernier, trouvèrent les portes de l'usine fermées plusieurs jours durant, à cause des inondations, s'en retournèrent chez eux et ne demandèrent même pas le remboursement de leurs frais de déplacement.

Deveaux, souligne le peu de sérieux des mots d'ordre de la C.G.T.U. erronés et contradictoires, et dont le dernier demandant la journée de sept heures ne vient pas déparer la collection. Il s'oppose à l'insertion dans les statuts de la C.G.T.U. de la formule :

Il faut, pour la fin de l'année, doubler notre vente à Paris, doubler le nombre de nos abonnés

Parti communiste, fraction dirigeante du mouvement ouvrier ; c'est pour lui la preuve qu'on veut faire de la C.G.T.U. une organisation ouvertement communiste ; conception qui irait à l'encontre d'une politique qui ferait de la C.G.T.U. une organisation de masses.

Il avertit les camarades du danger des pratiques majoritaires, qui créent dans les syndicats une « atmosphère de bagarre ». De même qu'on sabote les réunions syndicales on conteste les résultats lorsque les minoritaires triomphent. Il cite le cas du syndicat des T.C.R.P. où à la dernière assemblée générale, 1.200 camarades étaient avec les minoritaires et 160 avec les majoritaires. S'affirmant anti-scissionniste, Deveaux déclare : « Il faudra employer la trépan pour nous chasser de la C.G.T.U. » Il termine en faisant un appel pour le *Cri du Peuple*, afin d'opposer aux campagnes de l'Humanité, une contre-partie.

Léandre Neveu, secrétaire de la cellule communiste de l'A.O.P. lui répond. Après avoir constaté que Deveaux n'a pas traité la question de la répression, il proteste contre les affirmations des minoritaires, lesquelles constituent d'après lui, « un tissu de bavardage ». Il s'étonne de voir Deveaux qui s'oppose à ce qu'on fasse « de la politique dans les syndicats » ait pu publiquement affirmer sa solidarité avec les « six ». Enfin, Neveu conclut en affirmant sa conviction de voir « les minoritaires passer aux réformistes ».

Après une brève réponse de Deveaux, lequel indique qu'en ce qui concerne les « six », son syndicat n'est servi des élus municipaux, mais n'a jamais accepté d'en recevoir des ordres, la réunion est close, minoritaires et membres de la cellule, restant indécidément sur leurs positions.

OU LA DIRECTION CONFEDERALE NE VEUT PAS DU RESSERREMENT

Le secrétaire des dockers de Dunkerque, Olivier, dans la *Bataille des Morins*, demande le resserrement des fédérations des marins et des dockers, combattu par les chefs de la C.G.T.U. ; il insiste sur l'identité d'intérêt des deux corporations des ports :

« Nous avons conscience d'intérêts certains avec nos camarades marins, nous rencontrons journellement sur le terrain du travail, ayant les mêmes adversaires de classe, Fédération nationale des entrepreneurs de manutention des ports, adhérente au Comité Central des Armateurs, certaines Compagnies de navigation, assurant leurs chargements et déchargements elles-mêmes telles que la Compagnie Worms, Chargeurs Réunis... »

On il est prouvé, une fois de plus, que la direction confédérale est partisan du resserrement des fédérations, à la condition de ne pas desservir son intérêt de tendance, ce qui serait pense-t-elle, le cas pour les marins et dockers.

LES RABATTEURS DE RENAULT

Le Travailleur de la Métallurgie, sous la signature d'un « métallo syndiqué » donne sur le rôle des « rabatteurs » de la maison Renault, d'utiles précisions :

« Leur principal travail est de trouver le personnel dont Renault a besoin pour sa production et par cela même pour augmenter ses bénéfices. Ils ont un appointement fixe, plus une prime par ouvrier embauché et restant au moins un mois à l'usine, plus différentes primes qui viennent s'ajouter, régularité, etc... »

Mais là ne s'arrêtent pas leurs occupations :

« Chaque fois qu'un ouvrier est embauché, le bureau d'embauche prend note des maisons dans lesquelles il a travaillé, et établit une fiche jaune. Cette fiche est ensuite confiée à un rabatteur qui doit se rendre aux adresses qui lui sont indiquées, afin d'obtenir les renseignements les plus complets sur l'ouvrier en question. »

Exemple : Un camarade sort de chez Panhard et rentre chez Renault. Immédiatement sa fiche est établie, un rabatteur est chargé d'aller chez Panhard enquêter sur les qualités professionnelles de ce camarade, sur sa mentalité, si la maison Panhard le reprendrait à son service au cas où il se représenterait, etc., etc.

Si le camarade est bien noté, ça va, il restera au service de Renault.

Si, au contraire, ce camarade s'est fait remarquer pour son activité de classe, si faible soit-elle, et malgré toutes ses capacités professionnelles, il est immédiatement licencié et sans savoir pourquoi, ni comment !

LE TRAVAIL DE NUIT DES BOULANGERS

L'Alimentation ouvrière, par un article de Chaussin, précise la position des boulangers minoritaires sur la question du travail de nuit :

« Quand tous les ouvriers boulangers auront véritablement atteint la compréhension de la lutte syndicale, nous serons d'accord avec les camarades de la minorité fédérale pour dire que nous n'avons pas à nous préoccuper du projet Godart, pas plus que des intentions ministérielles et parlementaires ; nous disons même que nous devons continuellement œuvrer dans ce sens pour amener ceux qui, au contraire, attendent tout du parlementarisme et de la légalité, que ces moyens ne peuvent être utilisés par nous qu'à défaut de la combativité des masses, et ne sont qu'un supplément à notre activité. »

L'action directe des travailleurs reste à coup sûr le seul moyen préféré pour faire aboutir nos revendications... »

Si on ajoute que les boulangers ont décidé d'appliquer la décision de leur fédération, c'est-à-dire à grève générale à la Noël au cas où la loi Godart ne serait pas appliquée à cette date, on reconnaîtra le peu de sérieux des affirmations de l'Humanité, sur la paresse et la veulerie des minoritaires.

Dans le sous-rayon d'Argenteuil

Un camarade d'Argenteuil nous écrit :

« Les membres de ce sous-rayon sont environ 200. Vingt participent aux réunions. Il n'y a pas de cellule d'usine, pas de section syndicale d'usine. Ce sont presque exclusivement des ouvriers qualifiés, des employés des services publics et des cheminots. La cellule des cheminots vit en dehors du sous-rayon. Il est difficile de dire ce qu'est son activité. »

Il y a de nombreux ouvriers étrangers dans les usines de la région, notamment des Tchecoslovaques et des Polonais. Le travail des communistes et des unitaires parmi eux est nul. Par contre, les éléments les plus arriérés sont sous l'influence des curés.

Mais dans le journal communiste local, le *Proletaire*, on peut lire des choses comme celle-ci :

« Ouvriers, ouvrières, alerte ! Par un effort direct on doit travailler à la défaite de son propre gouvernement impérialiste et pour la victoire de tout régime soviétique. Comment ? En contribuant à l'achat de trois mitrailleuses pour l'armée rouge, seule armée du prolétariat international. »

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, cité Nys, Paris-XI (Ménil) : 73-2

La répression stalinienne

En même temps qu'il fait annoncer — une fois de plus — la liquidation « définitive » du trotskysme, Staline redouble de brutalité à l'égard des oppositionnels qui ne capitulent pas.

Des nouvelles que nous venons de recevoir des déportés nous apprennent que la santé de notre camarade Racovsky est sérieusement ébranlée. Le cœur surtout est en mauvais état et il n'y a guère à Barnaul, de possibilité de traitement. Le strict nécessaire fait défaut.

La répression s'étend même aux parents des oppositionnels. Il y a un mois, la fille de notre camarade Trotsky qui réside à Moscou a été subitement incarcérée. Elle est restée plusieurs jours en prison, puis on l'a mise en liberté provisoire, sous surveillance, pour qu'elle puisse prendre soin de ses trois enfants. Mais on a alors arrêté son mari... sous prétexte de lui faire subir un interrogatoire et depuis on est sans nouvelles. Les agents de Staline savent très bien qu'il est si gravement malade que toute activité politique lui serait impossible. Ils veulent à tout prix réduire l'opposition car ils n'ignorent pas, eux, qu'elle n'est pas liquidée. Mais tous leurs efforts resteront vains.

La vie de l'opposition

GRUPE DE PARIS

Le groupe a discuté dans ses dernières séances de la crise du parti et de l'Humanité, de la menace de scission syndicale dans la C.G.T.U., des assurances sociales.

Le tract qui a été tiré, à propos de la campagne du parti contre les six élus a été entièrement distribué dans les réunions ouvrières. Il a été compris. Le groupe est décidé à continuer, à chaque occasion, à éditer des tracts clairs, précis, qui exposent fermement les tendances de l'opposition. Que nos camarades de banlieue et de province qui peuvent diffuser des tracts autour d'eux nous le fassent savoir, nous leur en enverrons chaque fois qu'il en sera édité.

Une discussion sur les assurances sociales nécessitera aussi un exposé dans la Vérité. Sur cette question la responsabilité de la C.G.T.U. est énorme. Devant la classe ouvrière elle n'a pris aucune position nette, et n'a entamé une campagne que tout récemment, alors que l'opinion patronale et réformiste était dans son plein développement. Aujourd'hui la lutte sur ce point doit être liée à une action générale pour l'augmentation des salaires.

En ce qui concerne la vie de la Vérité, le groupe insiste sur l'appel qui a été lancé dans le précédent numéro : IL FAUT RAPIDEMENT DOUBLER LE NOMBRE DE NOS ABONNES ET LECTEURS. Des listes de souscription ont en outre été envoyées. Il faut les faire circuler et remplir. C'est un devoir urgent !

Le développement ultérieur du groupe nécessitera la tenue de réunions d'éducation, en connexion avec la constitution de la bibliothèque. Nous reviendrons sur ce sujet dans un prochain numéro.

Souscriptions reçues :

P. Sizoff, 50 fr. ; A. Reymond, 5 fr. ; J. Jacques, 10 fr. ; Néval, 10 fr. ; Claude N., 100 fr. ; Deux camarades de Limoges, 50 fr. ; J. Lap, 10 fr. ; Sarah Menant, 20 fr. ; Heurieux, 10 fr. ; Pierre Blum, 5 fr. ; P. Gérard, 10 fr. ; Deux camarades des Jeunes, 12 fr. ; Pierre N., 25 fr. ; Denise, 50 fr. ; Collecte à la réunion hebdomadaire du groupe, 75 francs. — Total 442 francs.

Total général 6.353 francs.

LA VÉRITÉ

Hebdomadaire

de l'Opposition communiste

45, Boulevard de la Villette, Paris X'

Abonnement : 6 mois 13 fr.

1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855

Paris.

Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.

Tout ce qui concerne la rédaction, à A. Rosmer.